

À quoi verrons-nous dans 10 ans que ce l'on fait a réussi ?

Éléments pour une vision prospective

Florence Lefresne, Directrice du Céreq

L'enjeu d'un exercice prospectif

« *Faire de la prospective consiste à explorer quels sont les futurs possibles en germe dans la situation actuelle, pour aider à la détermination des futurs souhaitables et à l'identification des moyens à mettre en œuvre pour les atteindre* ». François de Jouvenel (2009)

« **La prospective des territoires urbains sensibles : la construction de scénarios, et quelques autres méthodes** », Futuribles.

Différence entre l'exercice prospectif et l'exercice de prévision

- Démarche pluridisciplinaire et systémique
- Démarche intégrant le temps long
- Démarche intégrant les ruptures

« La prévision extrapole les tendances du passé et fonctionne avec des modèles ; l'essentiel du travail consiste donc à construire intelligemment l'outil.

La prospective s'intéresse, elle, beaucoup plus aux ruptures et s'attache par ailleurs aux facteurs quantifiables mais aussi aux facteurs qualitatifs ».

L'exercice prospectif suppose de :

- ✓ S'entendre sur le diagnostic
- ✓ S'entendre sur le « futur souhaitable »
- ✓ Utiliser au mieux les enquêtes, les études, les recherches et les évaluations réalisées dans le champ (s'appuyer sur des preuves)
- ✓ Mobiliser l'apport des comparaisons internationales
- ✓ Ne pas réduire l'action publique à des outils techniques aux effets mécaniques : apprécier le rôle des acteurs qu'elle engage
- ✓ Avoir conscience des interactions multiples (facteurs internes et externes au champ)

Plan de la présentation

- 1 - Retour sur le diagnostic : massification relative et inégalités persistantes...
 - 2 - Trajectoires professionnelles choisies vs subies
 - 3- Au-delà de l'insertion professionnelle : des enjeux d'accès à la santé, à la culture, à la citoyenneté...
 - 4- Un enjeu de parité hommes/femmes
 - 5- Un enjeu de formation et de professionnalisation : de quelles compétences ont besoin nos étudiants ?
- Conclusion : les conditions de la réussite

1- Le diagnostic : la massification de l'enseignement supérieur est au rendez-vous...

- ✓ La part d'une génération ayant le bac est de 79 % en 2017 (contre 26 % en 1980) ;
 - ✓ La quasi-totalité des bacheliers généraux et les 3/4 des bacheliers technologiques s'inscrivent dans l'enseignement supérieur ;
 - ✓ 36 % des bacheliers pro s'inscrivent dans l'enseignement supérieur (17 % en 2000).
- Au total 3/4 des bacheliers s'inscrivent dans l'enseignement supérieur
 - Soit 10 % d'étudiants inscrits en plus sur les 5 dernières années
 - 50 % d'une classe d'âge obtient un diplôme de l'enseignement supérieur

Source : SIES

.... Mais elle ne doit pas masquer les signaux d'alerte

« L'avance de la France sur la moyenne OCDE tend à s'étioler, le taux de réussite en Licence, inchangé depuis de nombreuses années, est bien trop faible, les écarts d'accès à l'enseignement supérieur selon les catégories socio professionnelles ne se combrent pas »

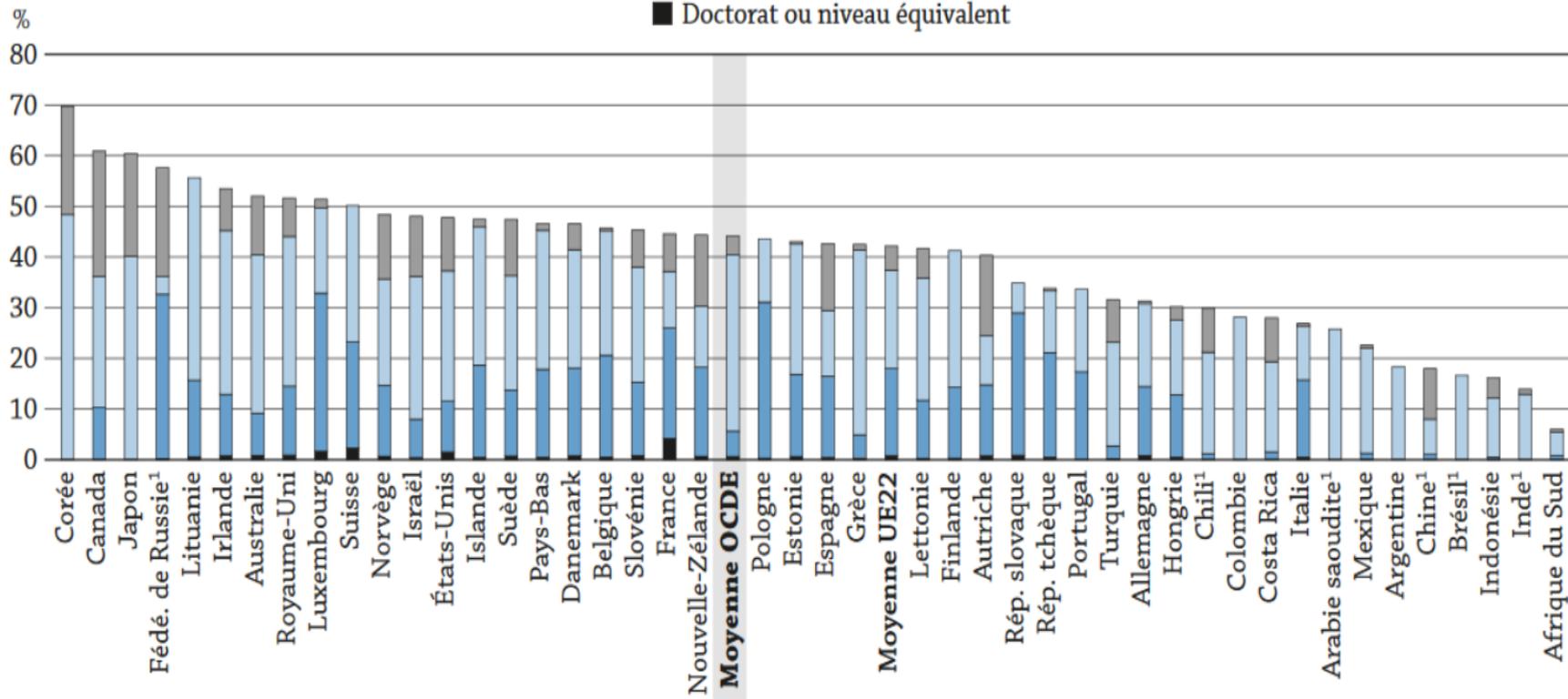
Frédérique Vidal

Source : L'état de l'enseignement supérieur et de la recherche en France 2018

Graphique A1.2. Pourcentage d'adultes âgés de 25 à 34 ans diplômés de l'enseignement tertiaire, selon le niveau de l'enseignement tertiaire (2017)

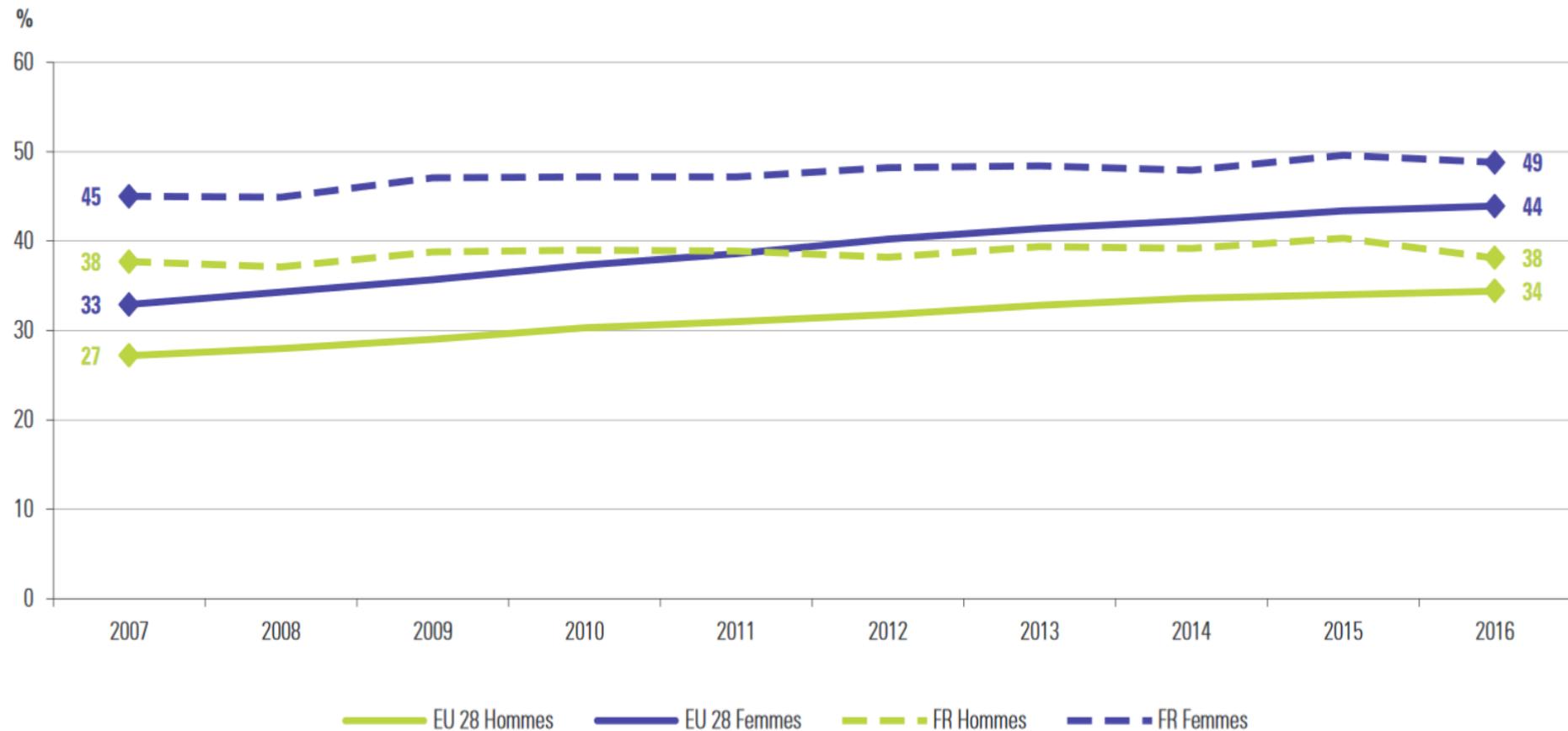
Regards sur l'éducation 2018, OCDE

- Tertiaire de cycle court
- Licence ou niveau équivalent
- Master ou niveau équivalent
- Doctorat ou niveau équivalent



5.3.3 Taux de diplômés de l'enseignement supérieur dans l'Union européenne et en France parmi les 30 à 34 ans selon le sexe entre 2007 et 2016

↳ Eurostat ; edat_lfse_03.



Seuls 44 % des étudiants de licence obtiennent leur diplôme en 3, 4 ou 5 ans

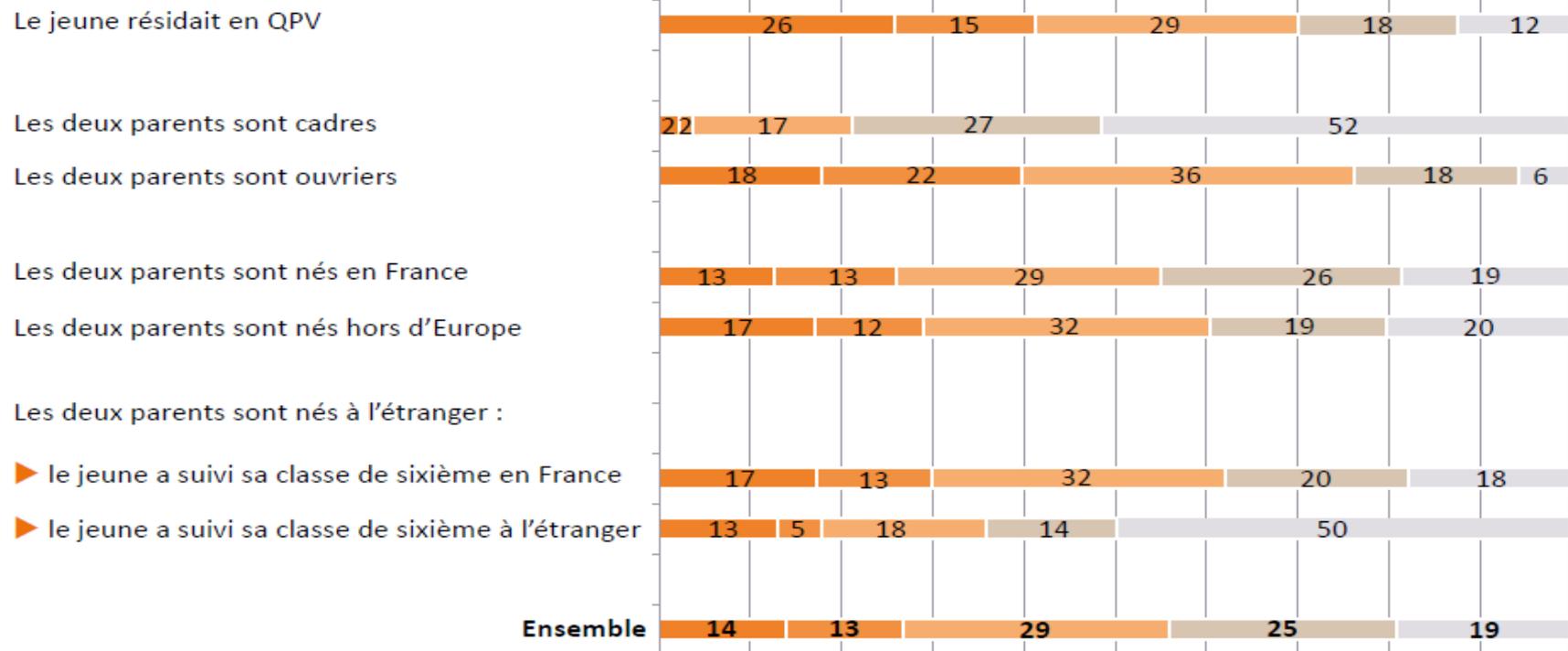
- ✓ Pour la licence générale, le DUT ou le BTS, les bacheliers généraux réussissent mieux que les bacheliers technologiques ou professionnels
- ✓ Le baccalauréat d'origine a peu d'influence sur la réussite en licence pro
- ✓ Près des 3/4 des diplômés de Licence poursuivent en Master
- ✓ Près des 3/4 des STS sortent diplômés
- 13 % des sortants de formation initiale ont étudié dans l'enseignement supérieur sans obtenir aucun diplôme

Source : SIES

Plus haut diplôme obtenu selon l'origine socioculturelle

(%)

■ Aucun diplôme
 ■ CAP-BEP
 ■ Bac
 ■ Bac+2 à Bac+4
 ■ Bac+5 et plus

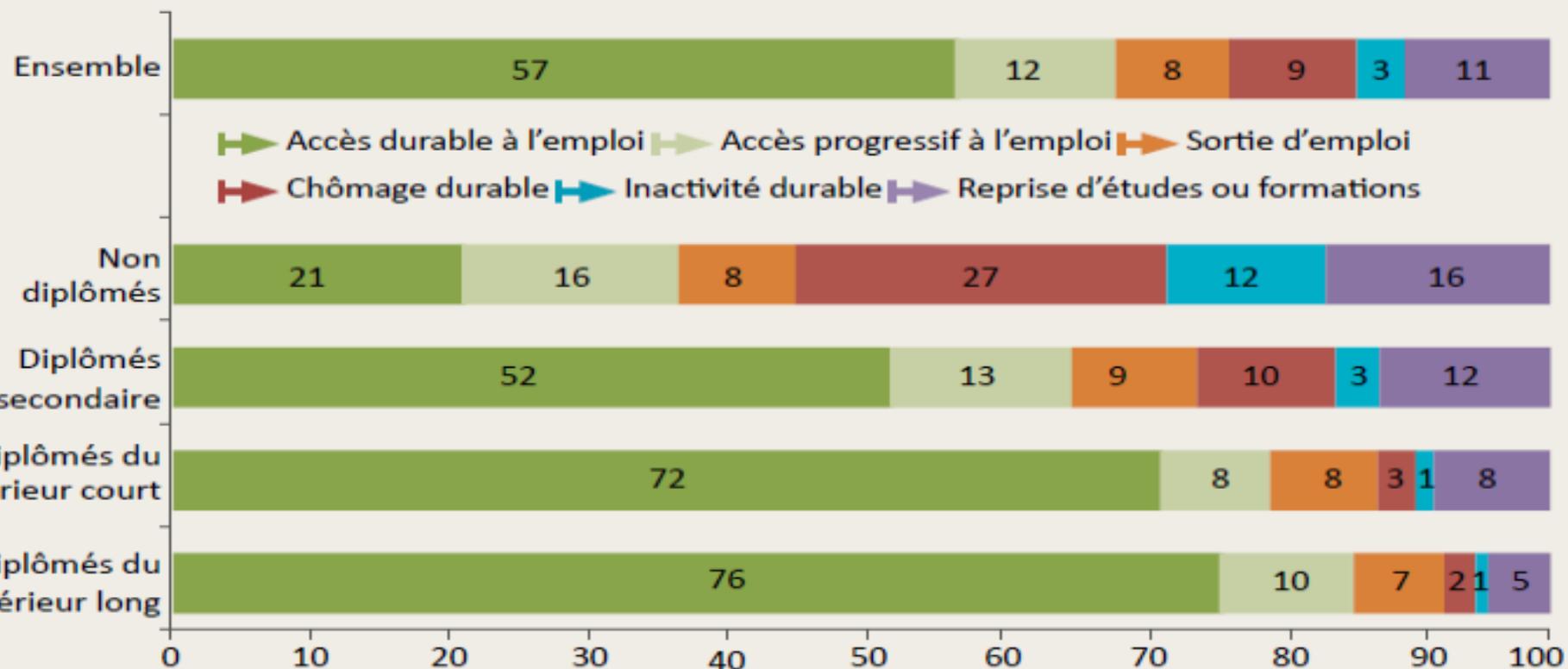


Champ : ensemble de la génération (693 000 individus).

2 – Vers des trajectoires professionnelles choisies et non plus subies...

- Obtenir un diplôme de l'enseignement supérieur constitue un avantage relatif fort en termes d'insertion et de qualité de trajectoire professionnelle ...
- L'enseignement supérieur long autorise une trajectoire légèrement plus favorable que l'enseignement supérieur court
- La protection du chômage par le diplôme est universelle, mais à des degrés divers...

Répartition des types de trajectoires sur les trois premières années de vie active (%)



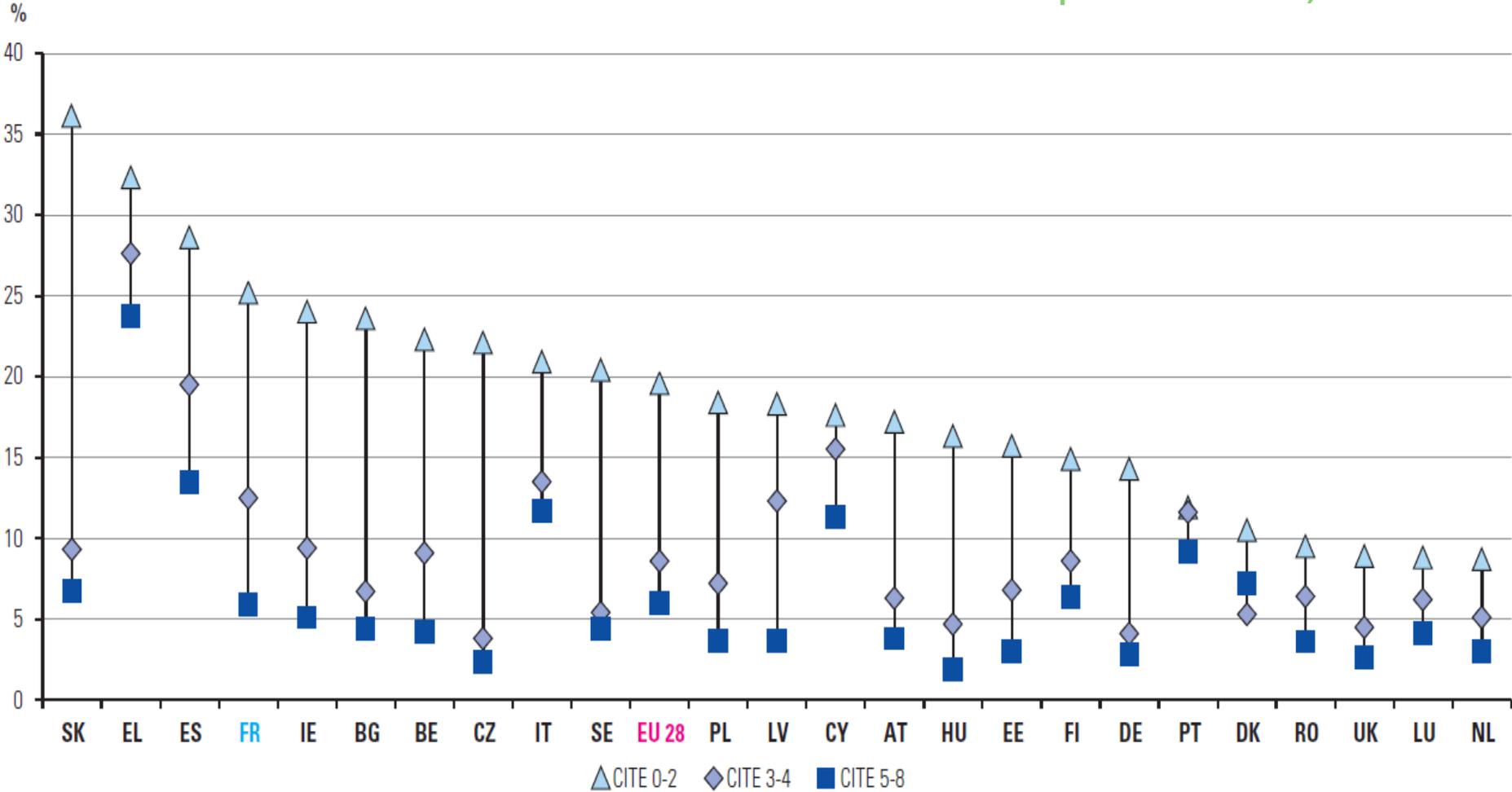
Source : enquête Génération 2013 (données provisoires).

Champ : France entière

6.1.2 Taux de chômage des 25-39 ans par niveau de CITE atteint en 2016

Source : L'Europe de l'éducation, DEPP 2018

↳ Eurostat, *lfsa_urgaed*.



Plus haut diplôme obtenu par les jeunes sortis de formation initiale	Situation des jeunes trois ans après la sortie du système éducatif									
	Effectifs		Taux d'emploi		Taux de chômage		Part de jeunes en EDI*		Salaire mensuel net médian**	
	(%)		(%)		(%)		(%)		(en euros constants)	
↓ Génération sortie en →	2010	2013	2010	2013	2010	2013	2010	2013	2010	2013
Aucun diplôme	17	14	40	40	50	49	39	34	1 140	1 200
Diplômes du secondaire	43	43	64	67	25	22	58	51	1 290	1 300
CAP, BEP, mention complémentaire	15	13	61	65	32	28	56	49	1 270	1 300
Bac professionnel	13	17	74	72	20	20	66	57	1 310	1 330
Bac technologique	6	5	61	67	24	17	50	44	1 260	1 280
Bac général	9	7	54	58	22	19	51	44	1 270	1 280
Diplômes du supérieur court	23	25	81	81	12	11	74	70	1 540	1 560
BTS-DUT, autres bac+2	11	11	78	80	15	12	72	68	1 470	1 450
Bac+2/3 santé social	4	4	96	93	2	3	83	81	1 720	1 700
Licence professionnelle	3	4	85	87	10	9	77	73	1 610	1 620
Autres bac+3/4	5	5	72	70	14	16	70	63	1 510	1 520
Diplômes du supérieur long	17	18	88	86	9	10	80	79	2 120	2 100
M2 et autres bac+5	9	9	84	83	12	12	75	74	1 910	1 830
Écoles de commerce et d'ingénieurs	5	6	93	90	6	7	93	90	2 350	2 370
Doctorat (santé et hors santé)	3	3	92	91	6	6	69	71	2 410	2 300
Ensemble	100	100	68	70	23	20	65	61	1 450	1 460

* Parmi les jeunes en emploi - ** Salaire mensuel net médian (primes incluses, tous temps de travail confondus, en euros constants de juillet 2016), parmi les jeunes salariés.
EDI : emploi à durée indéterminée.

Source : enquêtes Génération 2010 et Génération 2013 (données provisoires). Champ : France entière.

Evolution des conditions d'insertion sur la dernière période

- Le diplôme est une condition de plus en plus nécessaire mais pas toujours suffisante...
- L'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur peine à progresser sur les dernières années
- L'amélioration des conditions d'insertion concerne les diplômés de BTS et DUT pour lesquels le taux de chômage baisse de près de trois points
- L'accès au CDI baisse pour les diplômés de l'enseignement supérieur, notamment pour le supérieur court
- Les gains salariaux liés aux diplômes de l'enseignement supérieur ont tendance à se tasser

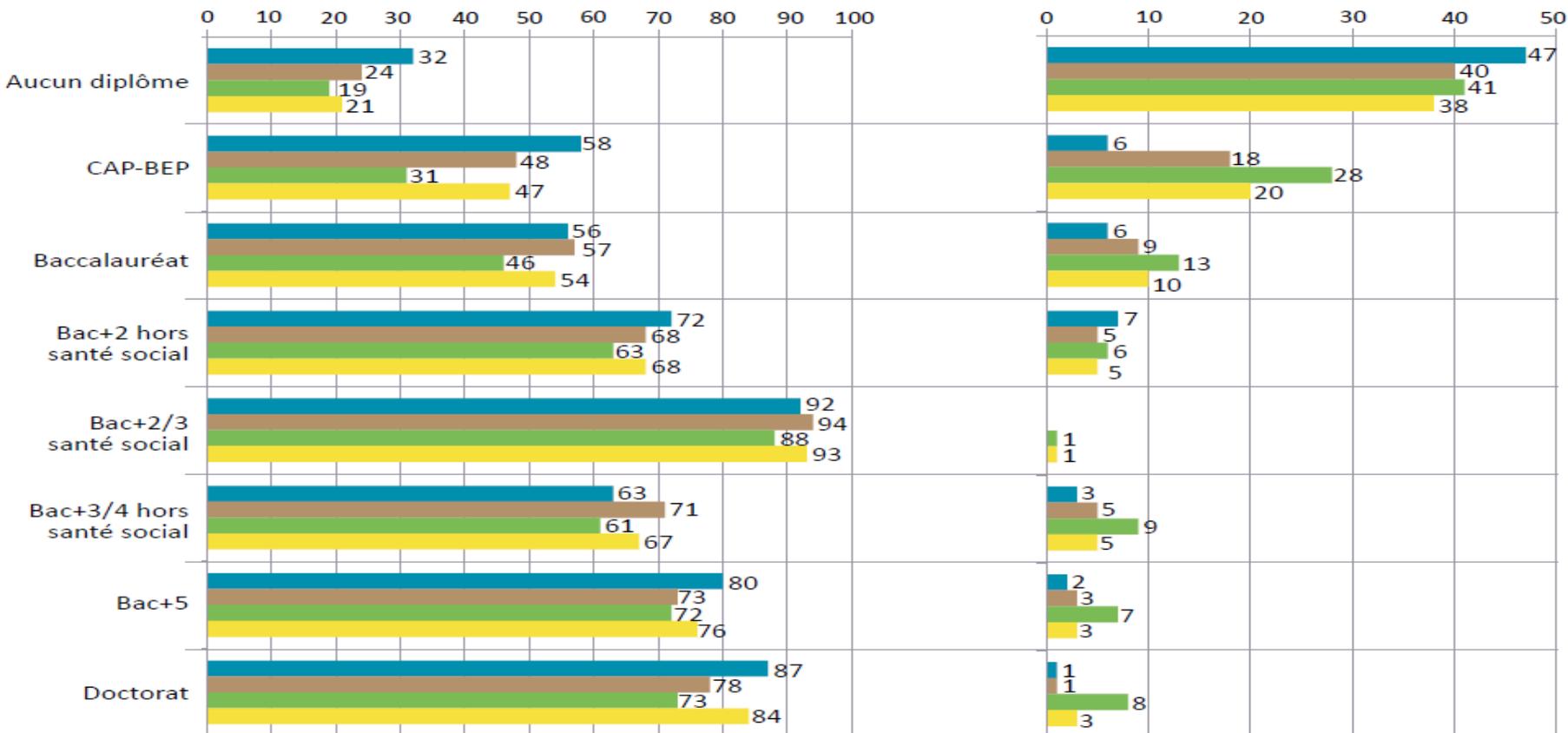
Situation trois ans après la fin des études

	Age médian au printemps 2016	Ils habitent chez leurs parents		Ils vivent en couple		Ils vivent seuls	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Aucun diplôme	21	81	57	7	27	12	16
CAP-BEP	22	69	47	13	35	18	18
Baccalauréat	23	59	46	24	20	17	34
Bac+2 hors santé social	24	48	37	26	41	26	22
Bac+2/3 santé social	26	13	12	51	66	36	22
Bac+3/4 hors santé social (L, M1)	25	28	22	36	46	36	32
Bac+5 (M2)	27	15	14	42	56	43	30
Doctorat (D)	32	5	5	69	75	26	20
Ensemble	24	52	34	23	43	25	23

Jeunes issus d'une famille de cadre Jeunes issus de parents d'ouvriers ou d'employés
 Jeunes issus de l'immigration Ensemble

Proportion de jeunes ayant accédé durablement à l'emploi

Proportion de jeunes ayant suivi une trajectoire aux marges de l'emploi



Un taux élevé de décrochage en fin de L1...

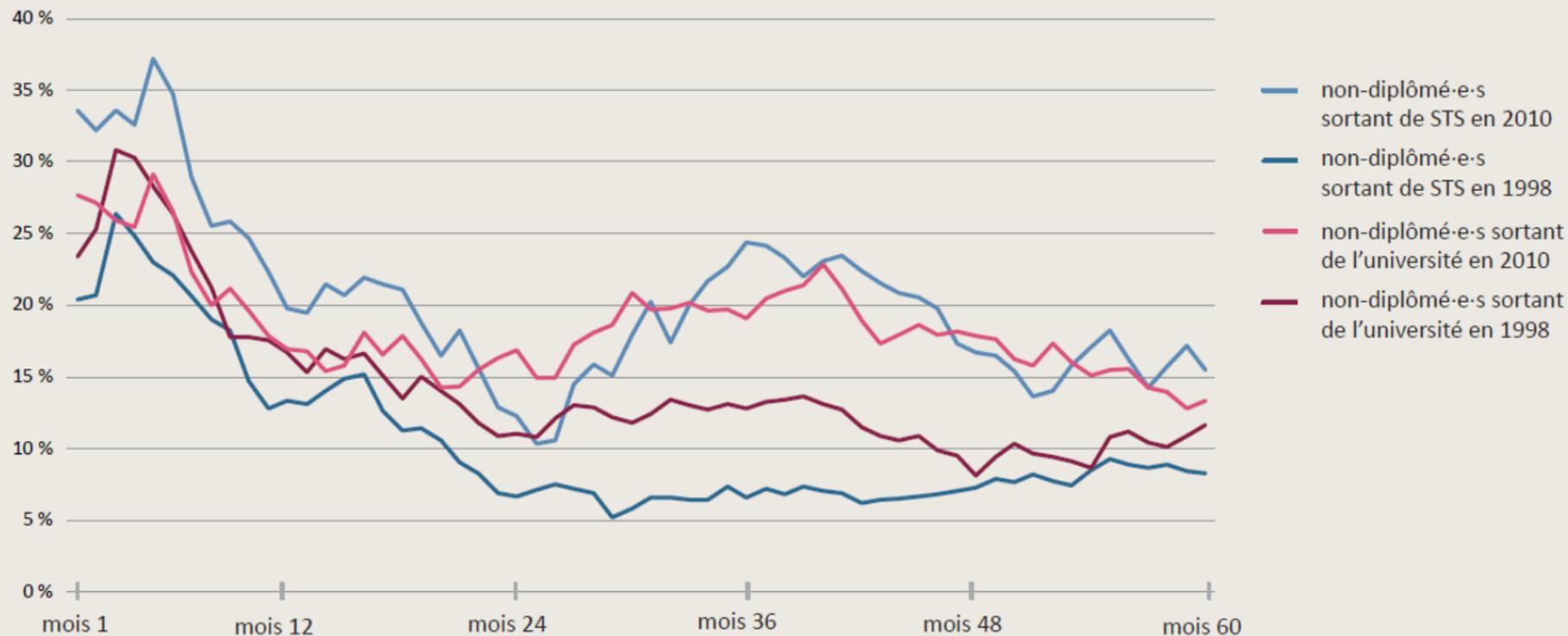
- 40 % des étudiants inscrits en licence passent en 2^{ème} année
- 60 % des bacheliers pro abandonnent à l'issue de la L1
- 50 % des bacheliers technologiques sont dans ce cas
- 20% des bacheliers généraux sont dans ce cas

...qui s'explique pour beaucoup par des problèmes d'orientation

- Les bacheliers professionnels ne représentent que 18 % des étudiants de STS
- Les bacheliers technologiques ne représentent que 30 % des étudiants en IUT

- L'échec dans l'enseignement supérieur a un impact fort sur la trajectoire professionnelle...
- L'échec en premier cycle universitaire focalise l'attention dans le débat public. Seuls 44 % des étudiants de licence obtiennent leur diplôme en 3, 4 ou 5 ans
- Si les « décrocheurs » de STS ont moins retenu l'attention jusqu'à présent, c'est probablement parce qu'ils bénéficiaient d'un meilleur accès à l'emploi. Mais cet avantage disparaît pour les générations plus récentes...

Evolution du taux de chômage des non-diplômés de STS et de l'université en %



Source : enquêtes Génération 1998 et 2010, bases comparables à 5 ans.

Champ : sortants non diplômés de STS et de l'université.

Lecture : 60 mois, soit cinq ans, après avoir quitté le système éducatif, 15 % des jeunes actifs sortis sans diplôme de STS en 2010 se déclarent au chômage, contre 13 % des actifs sortis la même année sans diplôme de l'université.

- ✓ Les sortants diplômés d'un BTS continuent de connaître un taux de chômage inférieur à celui des diplômés de Deug/licence
- ✓ Mais les « décrocheurs » de STS n'accèdent désormais pas plus facilement à l'emploi que les « décrocheurs » de l'université

Source : Bref Céreq 366, 2018, Fanette Merlin

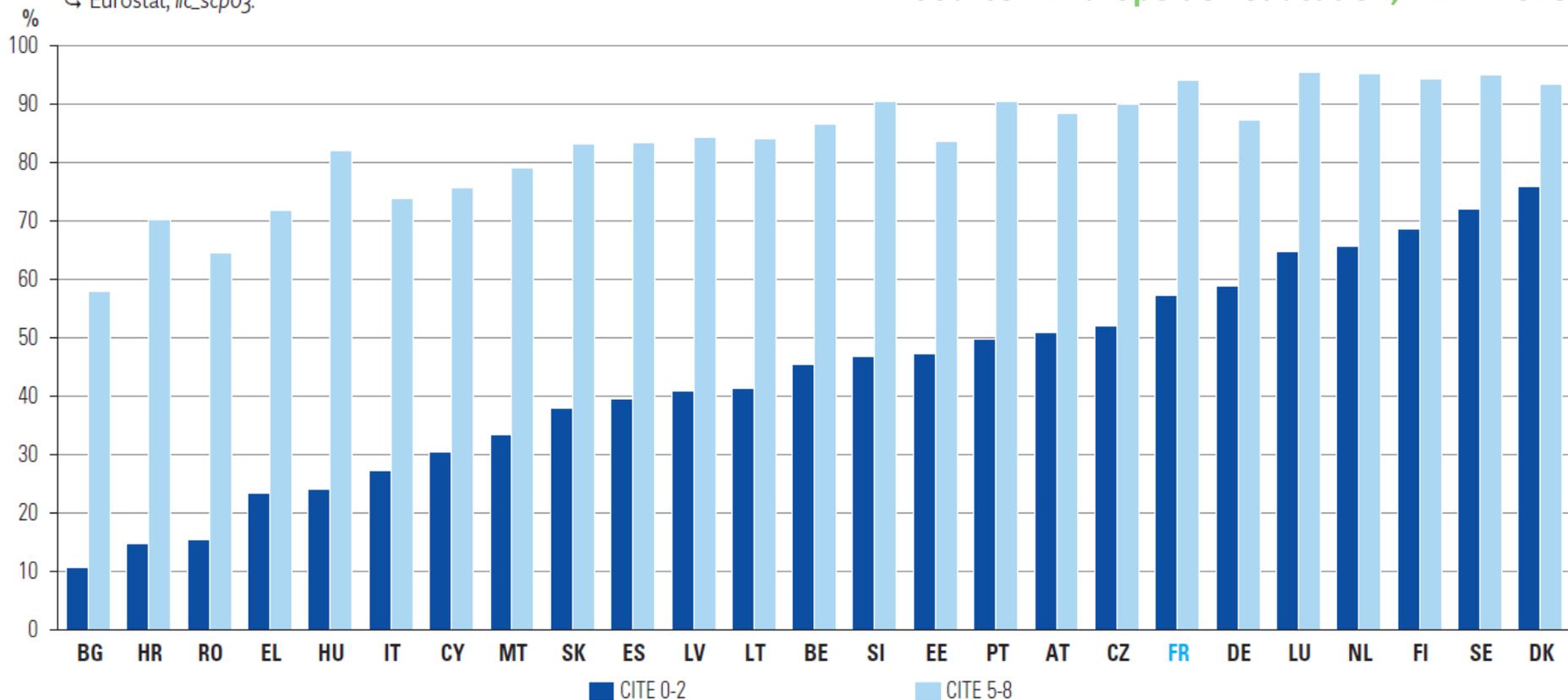
3 – Au-delà de l'insertion professionnelle : des enjeux sociétaux

- Les bénéfices de la réussite dans l'enseignement supérieur vont au-delà de l'insertion professionnelle : ils concernent la participation à la vie de la cité, l'accès à la culture, à la santé, l'usage du numérique...

6.5.1 Fréquence de participation à des activités culturelles (cinéma, spectacles vivants ou sites culturels) au cours des 12 derniers mois dans la population des 16 ans et plus par niveau de CITE atteint en 2015

↳ Eurostat, *ilc_scp03*.

Source : L'Europe de l'éducation, DEPP 2018

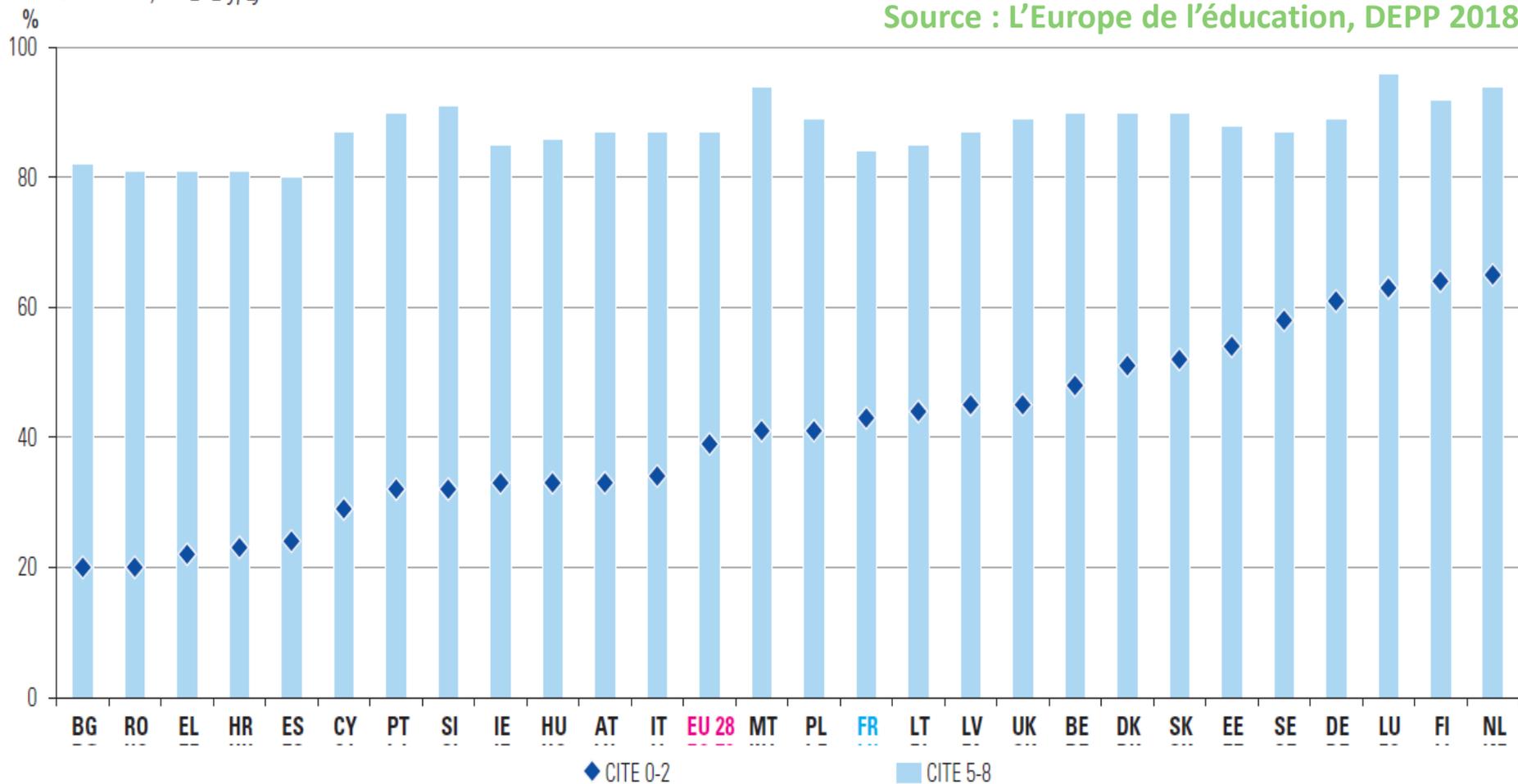


Note de lecture : en 2015 en France, 57 % des personnes de 16 ans et plus ayant atteint un niveau de CITE 0-2 déclarent avoir participé à une activité culturelle au cours des 12 derniers mois ; ce taux est de 94 % pour les personnes ayant atteint un niveau de CITE 5-8.

6.5.2 Utilisation quotidienne d'un ordinateur par les 16 ans et plus par niveau de CITE atteint en 2015

↳ Eurostat, *isoc_ci_cfp_fu*.

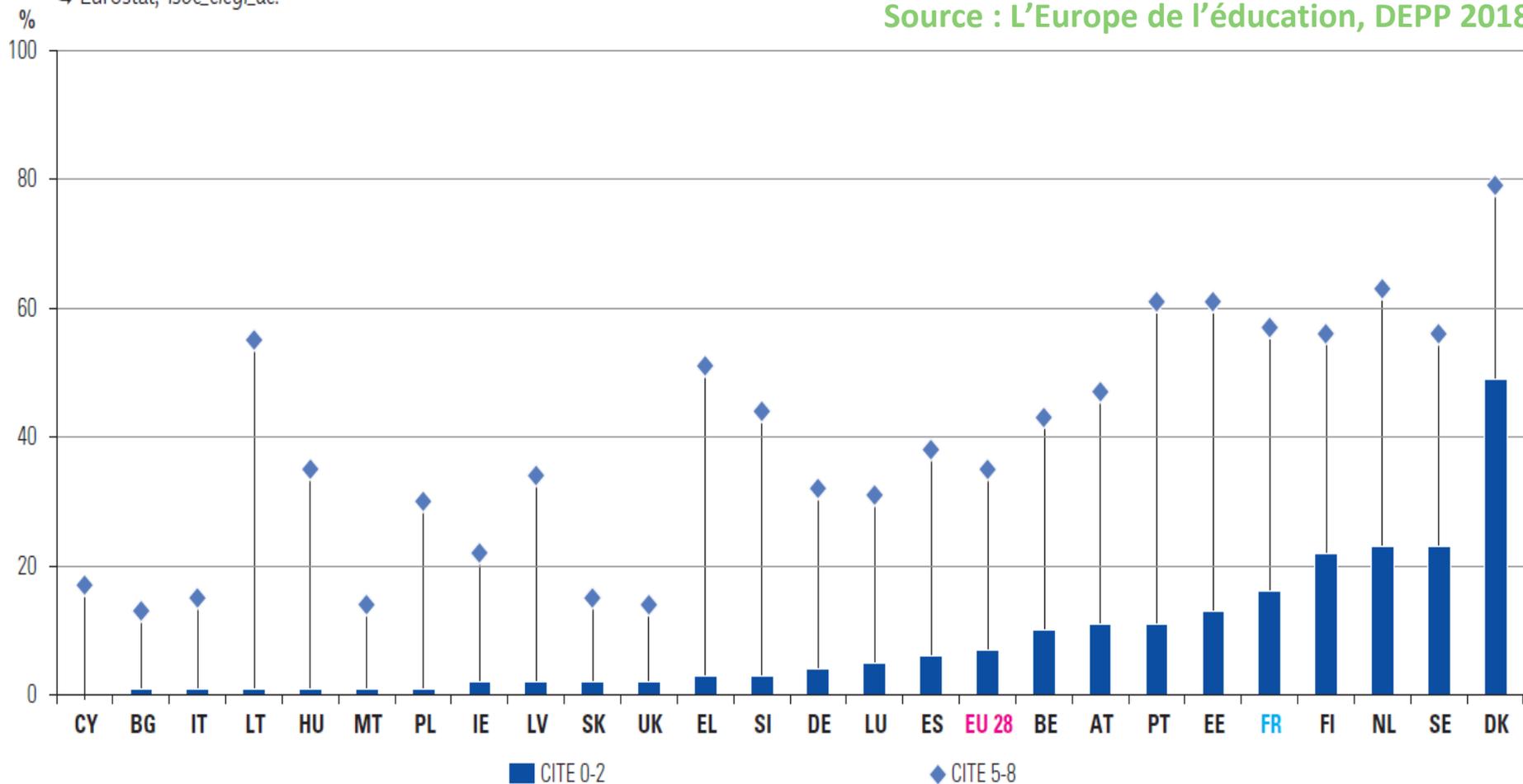
Source : L'Europe de l'éducation, DEPP 2018



6.5.3 Part des individus ayant déjà fait leur déclaration de revenu sur le site Internet des pouvoirs publics par niveau de CITE atteint en 2013

↳ Eurostat, isoc_ciegi_ac.

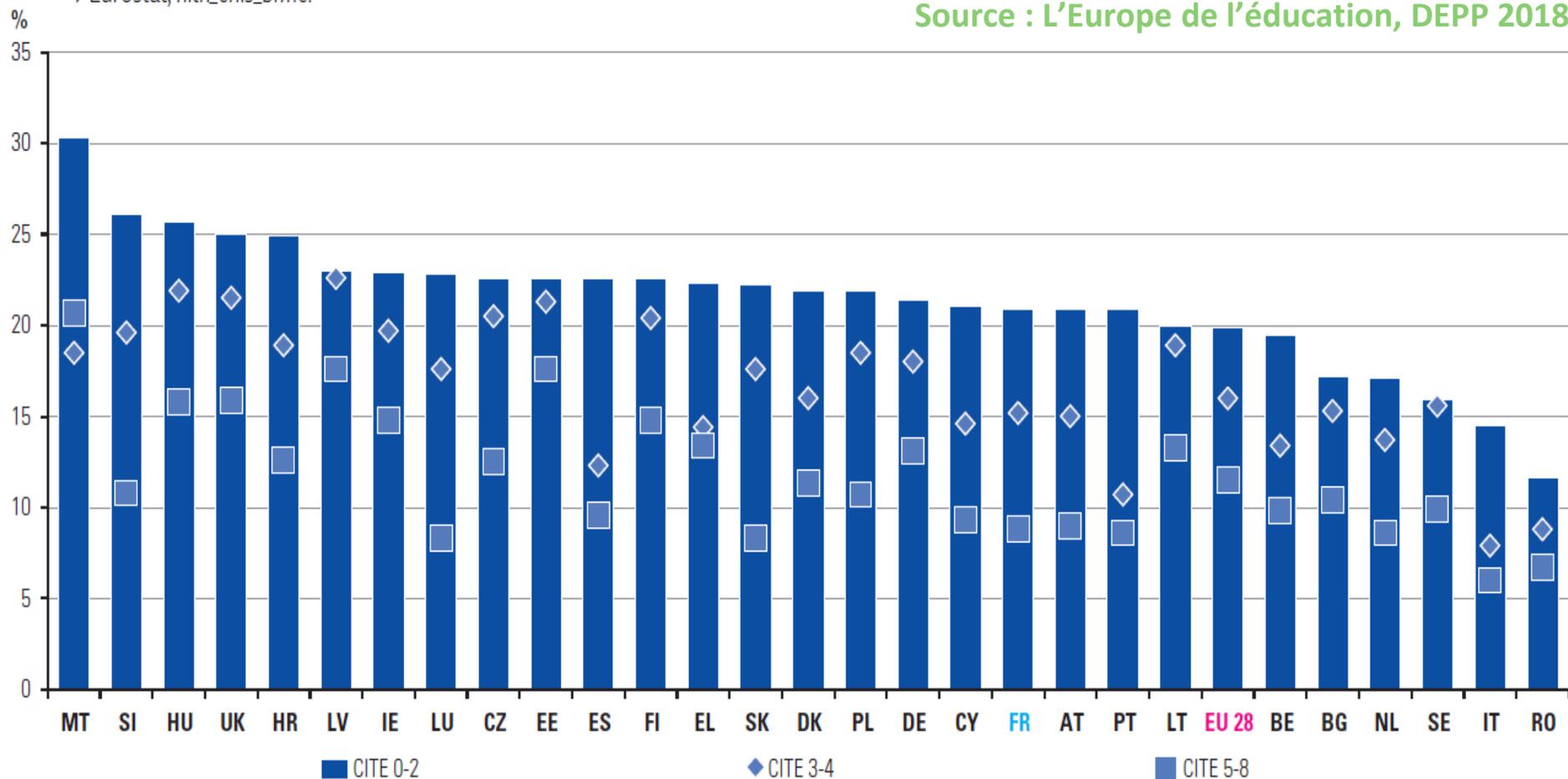
Source : L'Europe de l'éducation, DEPP 2018



6.4.3 Part d'individus en situation d'obésité dans la population des 18 ans et plus par niveau de CITE atteint en 2014

↳ Eurostat, *hlth_ehis_bmi*.

Source : L'Europe de l'éducation, DEPP 2018

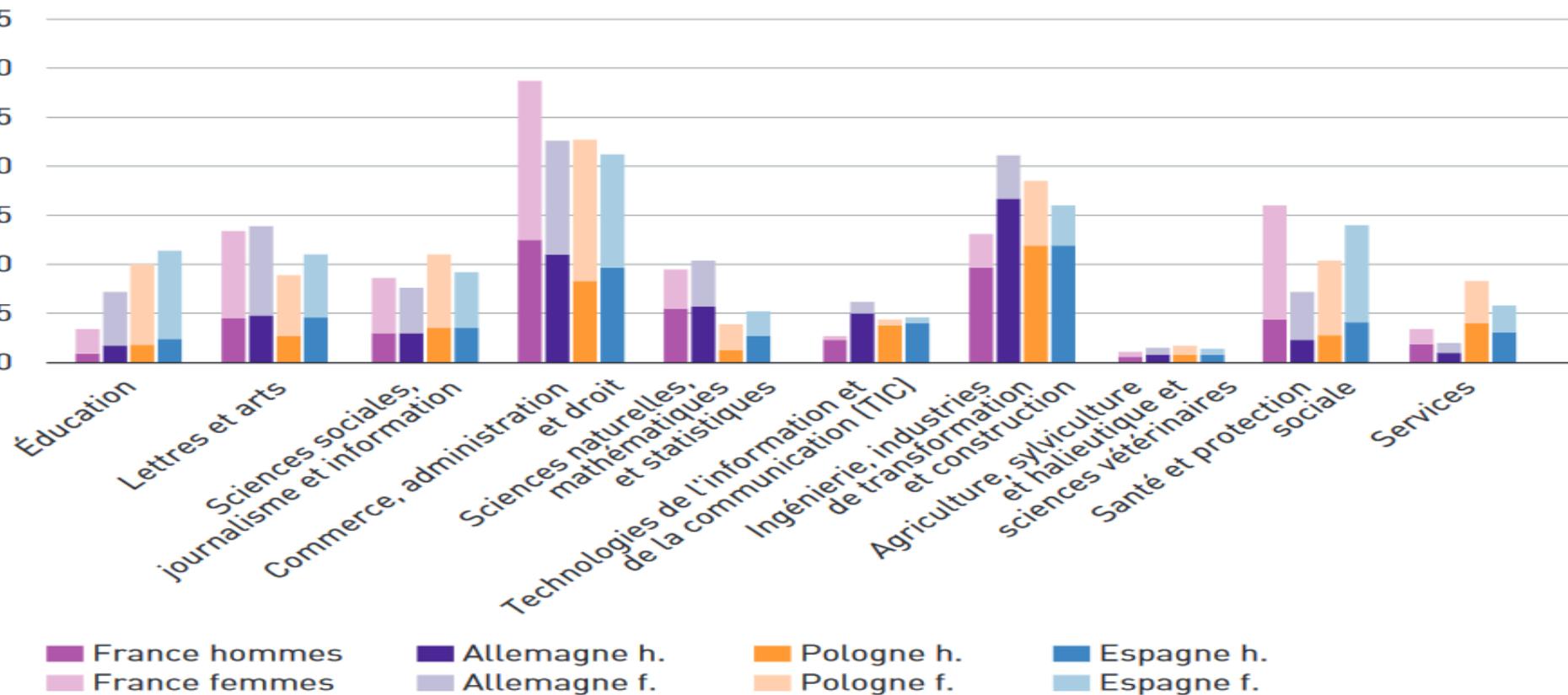


4 - Des enjeux de parité liés à l'orientation

- Moins décrocheuses et surtout plus diplômées, à tous niveaux d'éducation à l'exception des doctorats, les femmes ont massivement contribué à l'élévation générale des niveaux d'éducation. Pour autant, l'orientation des filles et des garçons entre les filières scolaires et dans l'enseignement supérieur demeure marquée par de profonds déséquilibres.
- Poids des stéréotypes de genre, autocensure féminine à l'entrée des filières valorisées, notamment scientifiques, difficulté à convertir des compétences scolaires en ressources professionnelles sont autant d'obstacles qui contribuent à expliquer les inégalités de positions, de salaires et de trajectoires professionnelles entre hommes et femmes sur le marché du travail

Y. Fournier, F. Lefresne, « Les Inégalités de genre au prisme des objectifs chiffrés de la Stratégie E&F 2020 », ÉDUCATION & FORMATIONS N° 96 MARS 2018

↳ **Figure 9 Répartition des étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur par sexe et par spécialité de formation en 2015 (en %)**



Éducation & formations n° 96 © DEPP

Lecture : en 2015, sur la totalité des étudiants de l'enseignement supérieur en France, 2,5 % sont des femmes inscrites dans les filières « éducation » et 1 % sont des hommes inscrits dans la même filière.

Source : Eurostat, *educ_uoe_enrt04*, UOE.

« Pour la première fois, en 2013, la part de jeunes femmes qui occupaient, trois ans après leur entrée sur le marché du travail, un emploi de cadre, est devenue équivalente à celle des jeunes hommes. Pour autant, leur accès aux postes de cadres en début de vie professionnelle n'est toujours pas à la mesure de l'importance de leur investissement éducatif. L'évolution de leur niveau de diplôme est supérieure au rattrapage qu'elles opèrent en accédant plus massivement qu'auparavant à l'emploi cadre. »

Bref Céreq n°359, 2017

1

Part de cadres après trois ans de vie active au sein de chaque Génération (%)

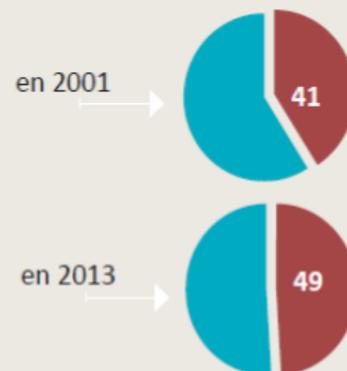
	Situation en 2001 de la Génération 1998			Situation en 2013 de la Génération 2010		
	Ensemble	Femmes	Hommes	Ensemble	Femmes	Hommes
Jeunes en emploi	82	78	86	68	68	68
Dont cadres	15	13	17	20	20	20
Salaire médian courant des cadres (en euros)	1 900	1 730*	1 980	2 170	2 100	2 260
Salaire médian des cadres (en euros constants de 2013)	2 330	2 120	2 430	2 170	2 100	2 260

Sources : enquêtes Génération 1998 et 2010, champ comparable.

Champ : ensemble des sortants de chaque Génération. Pour les salaires : ensemble des diplômés de l'enseignement supérieur en emploi trois ans après la fin de leurs études.

*En 2001, les femmes cadres de la Génération 1998 touchaient en un salaire médian de 1 730 euros, soit 2 120 euros en parité de pouvoir d'achat de 2013. L'inflation cumulée entre 2001 et 2013 est d'environ 23 %.

Part de femmes parmi les cadres de la génération après trois ans de vie active (%)



Part des cadres parmi les jeunes en emploi trois ans après la fin de la formation initiale parmi les diplômé.e.s du supérieur (%)

	En 2001 Génération 1998		En 2013 Génération 2010	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
DEUG - BTS - DUT	3	9	5	11
Licence générale (L3)	17*	25	15	25
Licence professionnelle (L3)	-	-	15	17
Maîtrise, M1	34	45	33	44
Master, DEA, DESS (M2)	58	78	59	67
Écoles de commerce	74	84	65	68
Écoles d'ingénieurs	80	95	83	90
Doctorat	93	95	96	96
Ensemble des diplômé.e.s du supérieur	23	37	29	36

DEUG • Diplôme d'études universitaires générales

BTS • Brevet de technicien supérieur

DUT • Diplôme universitaire de technologie

DEA • Diplôme d'études approfondies

DESS • Diplôme d'études supérieures spécialisées

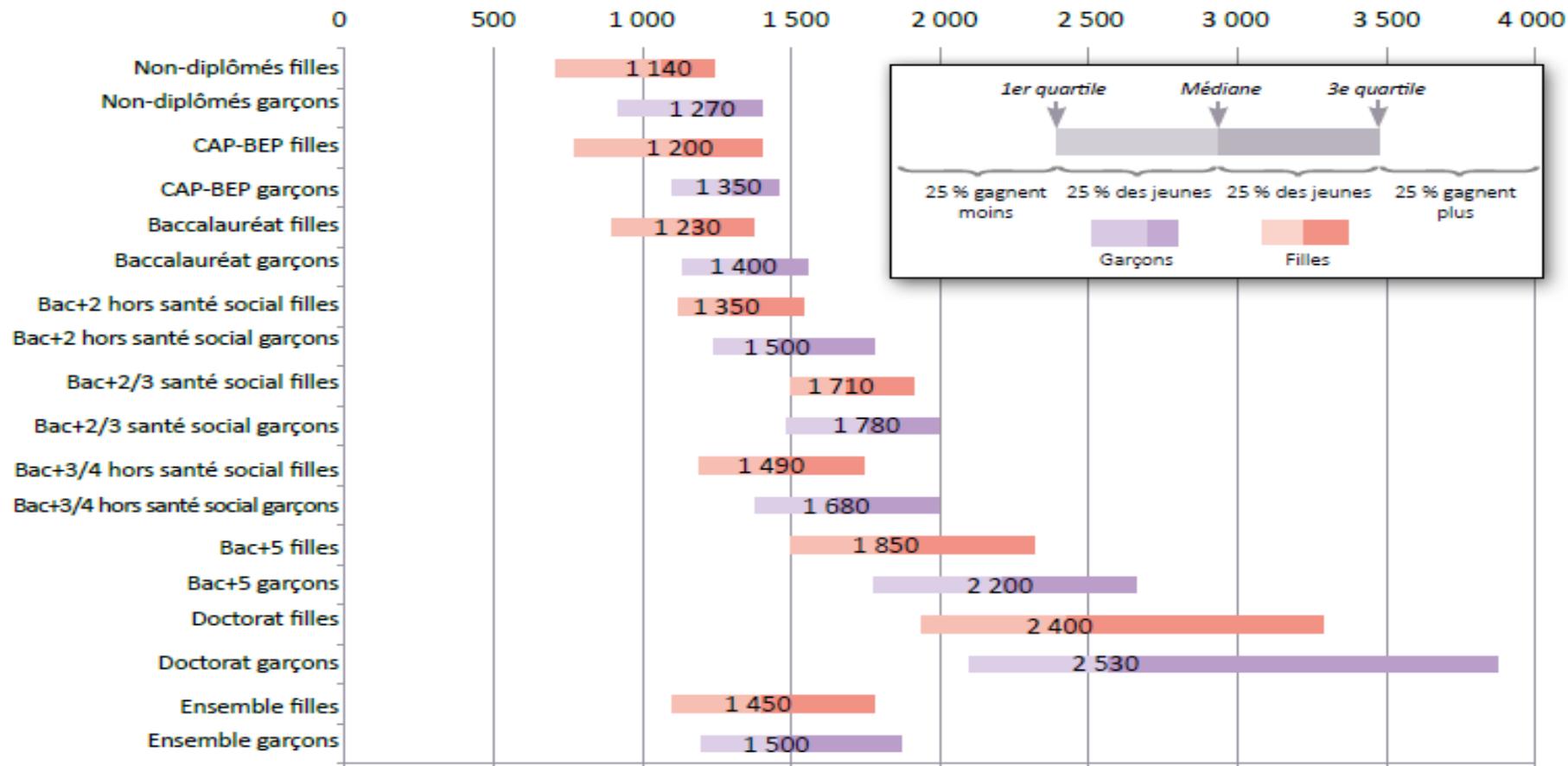
Sources : enquêtes Génération 1998 et 2010, champ comparable.

Champ : ensemble des diplômés de l'enseignement supérieur en emploi 3 ans après la fin de leurs études.

* En 2001, parmi les jeunes femmes de la Génération 1998 en emploi et titulaires d'une licence générale, 17 % étaient cadres.

Rémunérations mensuelles nettes (en €)

%



Champ : jeunes occupant un emploi au terme de leur troisième année de vie active (489 000 individus).

Les politiques publiques de rééquilibrage filles/garçons entre filières

- Lutter contre les stéréotypes de genre, exemples : L'association « Les sciences de l'ingénieur au féminin » ; prix « L'Oréal pour les filles et la science », le portail AIREMPL0I ...;
- Le système norvégien d'entrée dans l'enseignement supérieur : multi- critères (résultats académiques dans l'enseignement secondaire, âge, sexe, répartition régionale, etc.). Un coefficient supérieur est attribué aux femmes qui postulent dans les programmes d'ingénierie, maritimes ou d'agriculture. De façon symétrique, de 2003 à 2008, les candidatures masculines des séries médecine vétérinaire ont été surpondérées. Une telle politique peut être initiée par les pouvoirs publics, mais aussi par les organisations professionnelles de la branche concernée.

Y. Fournier, F. Lefresne, « Les Inégalités de genre au prisme des objectifs chiffrés de la Stratégie E&F 2020 », ÉDUCATION & FORMATIONS N° 96 MARS 2018

5 - Des enjeux de développement des compétences et de professionnalisation

- Depuis la fin des années 1990, l'analyse de la perte de compétitivité de l'Europe s'est de plus en plus articulée à un questionnement sur l'efficacité des formations supérieures
- Les universités notamment ont peu à peu été investies d'une mission de développement de développement de l'employabilité de leurs étudiants, au point d'en devenir comptable en France, avec la loi LRU en 2007.
- Le concept de compétences (point de rencontre de la psychologie cognitive et de l'économie) occupe une place central dans le débat. Fait-il consensus ?

« Les jeunes diplômés de bac+5 s'estiment-ils compétents pour occuper leurs emplois ? »

- Deux types de compétences sont mobilisés : les **compétences spécifiques ou professionnelles** (spécialité du diplôme) et les **compétences générales, ou transversales** (associée à un niveau de formation) ;
- Questions posées aux jeunes sur ce qu'ils estiment être leur **niveau acquis** dans la formation et ce qu'ils estiment être le **niveau requis** pour l'emploi qu'ils occupent

Source : Julien Calmand, Jean-François Giret, Philippe Lemistre, Boris Ménard , Céreq 2015

Les compétences générales Enquête européenne Reflex (IREDU)

G1 --> **organiser le travail et la gestion de ses activités** (ex : savoir travailler en équipe ; s'adapter au changement, faire face à de nouvelles situations ; travailler en autonomie ; gérer le temps pour mener les travaux dans les délais impartis).

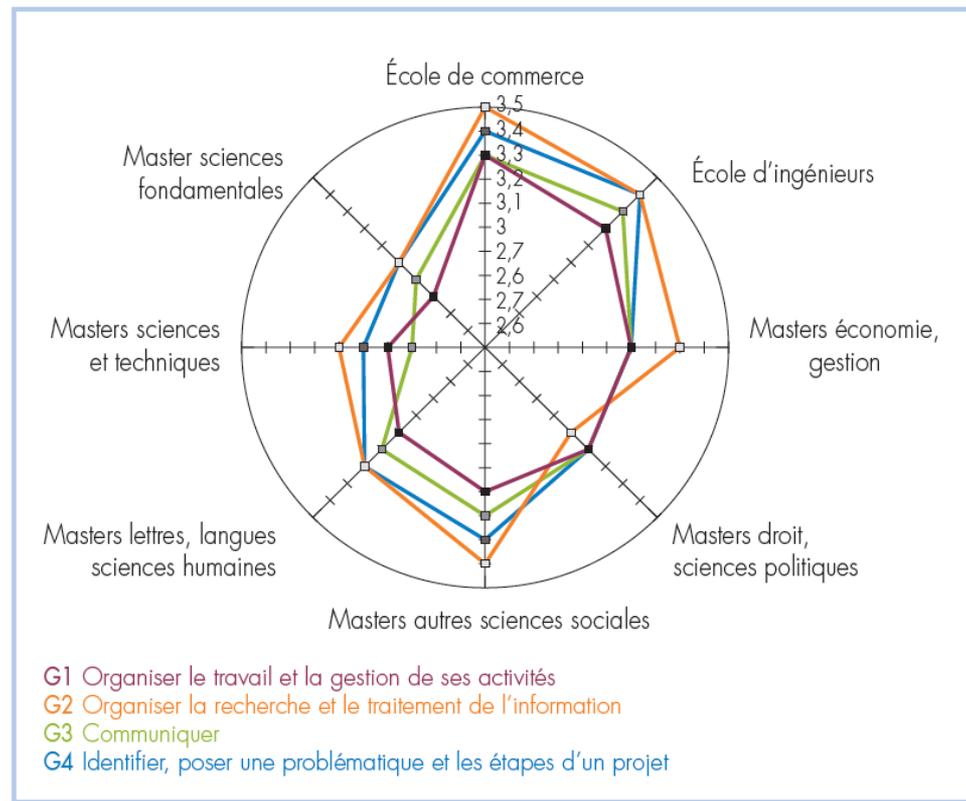
G2 --> **organiser la recherche et le traitement de l'information** (ex : utiliser les technologies de l'information et de la communication).

G3 --> **communiquer** (à l'écrit et à l'oral (ex : rédiger des publications, rapports, mémos, ou de la documentation).

G4 --> **Identifier, poser une problématique et les étapes d'un projet** (ex : déterminer le protocole de technique d'étude, de recueil et d'analyse des données).

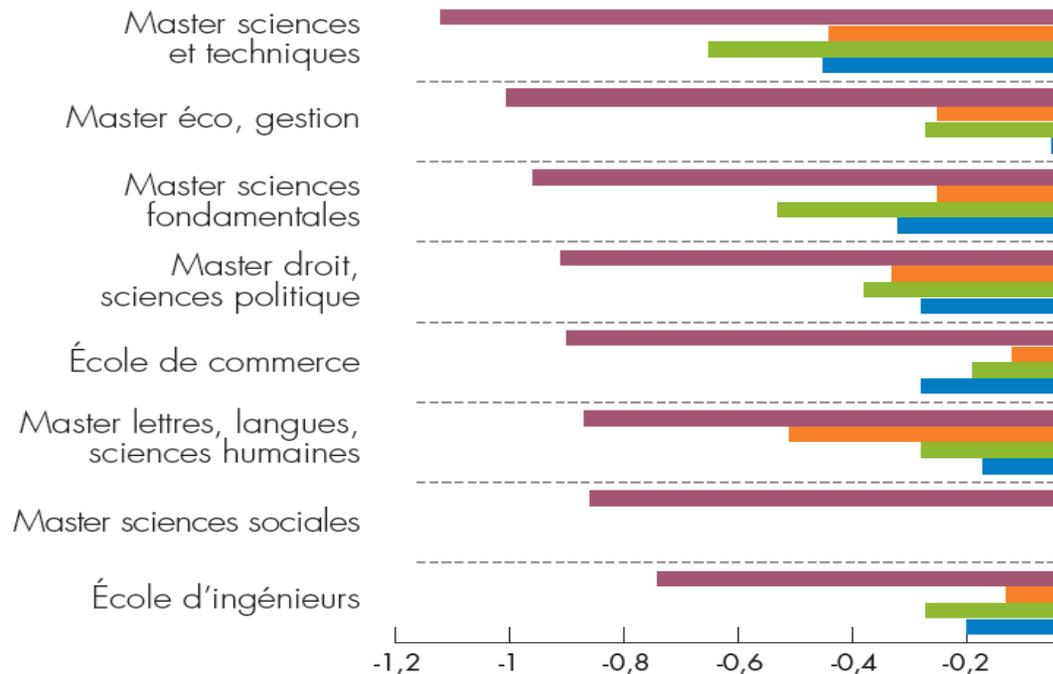
Niveau moyen de compétences générales acquis par filière et spécialité

Source : Module expérimental
Génération 2010 Bac+5 en emploi
en 2014



Écart moyen entre le niveau de compétences générales acquis en formation et le niveau requis dans l'emploi

Source : Module expérimental
Génération 2010 Bac+5 en
emploi en 2014



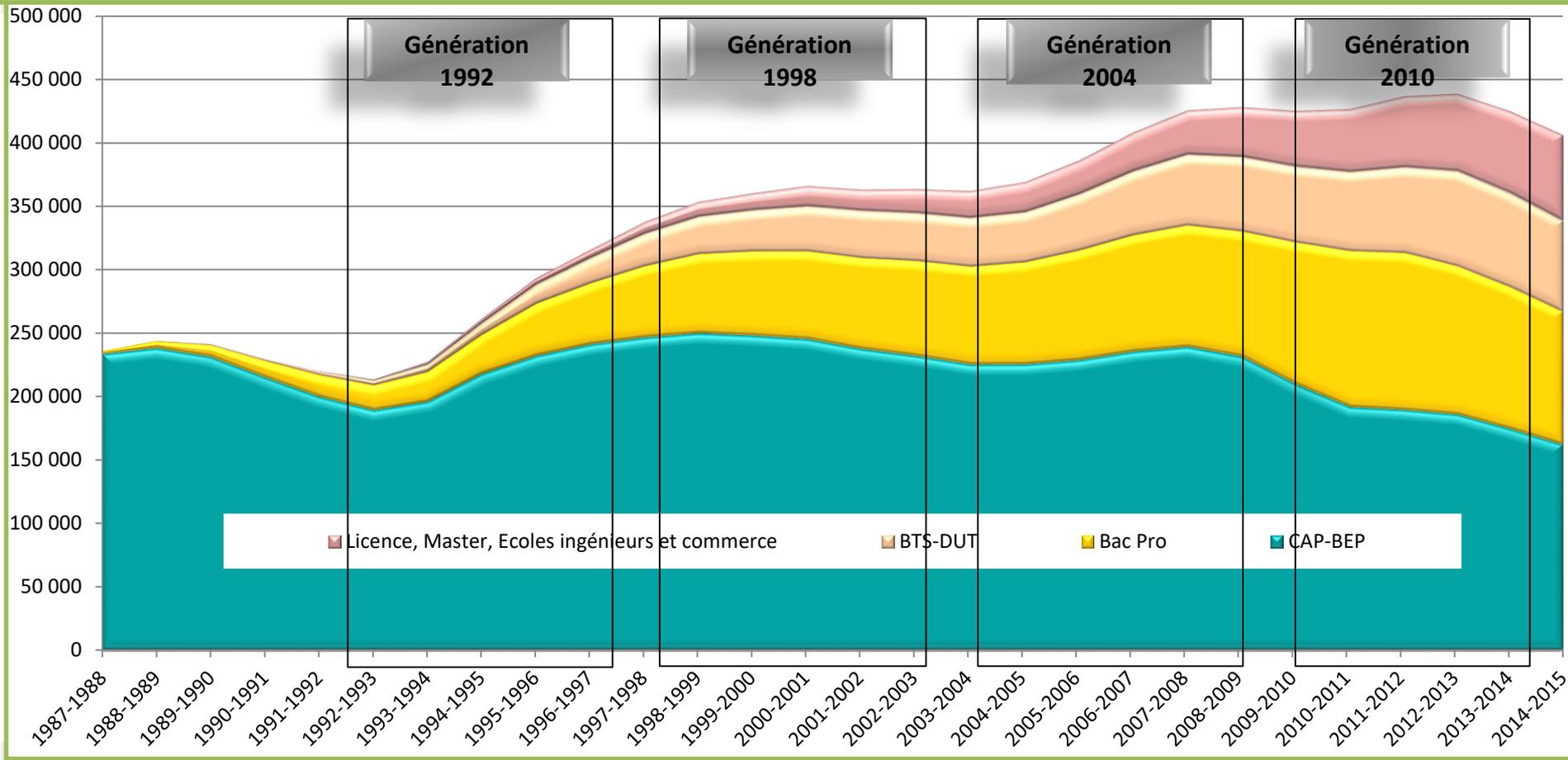
G1 Organiser le travail et la gestion de ses activités

G2 Organiser la recherche et le traitement de l'information

G3 Communiquer

G4 Identifier, poser une problématique et les étapes d'un projet

Une forte progression de l'apprentissage dans l'enseignement supérieur



Les politiques publiques d'aide à l'insertion des étudiants : quelle efficacité ?

- * Plus des deux tiers des diplômés de licence et master sortis de formation en 2010 ont bénéficié des aides à l'insertion proposées par les universités (SUIO, Services de stages, BAIP) et globalement plus de 80 % d'entre eux les ont trouvées utiles.
- * A l'issue d'une licence générale ou d'un master, les étudiants ayant bénéficié d'un tel dispositif présentent une meilleure insertion que les autres.
- * Les jeunes dont les deux parents ne sont pas diplômés du supérieur accèdent ou recourent moins aux aides et débouchent sur de plus faibles niveaux d'emploi.

Source : Module professionnalisation de Génération 2010 (Lemistre, Ménard, 2016)

La mobilité des étudiants à l'étranger : éléments de professionnalisation ?

- ✓ Les séjours à l'étranger sont moins un sésame pour l'emploi qu'un signal d'une capacité de mobilité favorable quant à l'accès à certains types d'emplois.
- ✓ Portant sur une université d'une grande métropole française (économie, gestion droit), une étude démontre un lien faible entre la mobilité internationale des étudiants et l'accès à l'emploi à l'issue du Master 2. En revanche, la capacité de mobilité, même régionale, en début de vie active, capacité plus souvent présente chez les individus qui ont séjourné à l'étranger pendant leur cursus, favorise l'accès aux emplois.

M. Brézault in *Professionnalisation des publics et des parcours* », Céreq Echanges n° 3, déc 2016

Quelle professionnalisation dans l'enseignement supérieur court ?

- « Doit-on privilégier un travail sur l'articulation entre le contenu de la formation et les exigences de la vie professionnelle ou développer plutôt la transition vers l'emploi en cours de formation, sur le mode de l'alternance ?
- Doit-on diversifier les modes de professionnalisation de certaines de nos formations ou adopter une démarche identique pour l'ensemble de nos formations ?
- Doit-on favoriser des trajectoires d'études linéaires et lisibles au risque de donner un sentiment d'irréversibilité des choix ou doit-on leur préférer des trajectoires qui ne stigmatisent pas les changements de direction et les repentirs, qui favorisent les allers et retours entre formation et vie professionnelle et qui, au fond, permettent à chacun de trouver le modèle de formation qui lui convient ? »

Frédérique Vidal, 18 octobre 2018

La poursuite d'études à partir des filières professionnelles sélectives peut induire des effets d'éviction

- 20 % des titulaires de licences pro en Île de France poursuivent au-delà de leur licence ;
- 82 % des titulaires de DUT poursuivent au-delà ;
- Ce passage par des diplômes professionnels (DUT, LP) participe alors d'une stratégie de sécurisation des parcours, en garantissant une employabilité en cours d'étude au cas où les diplômes plus élevés envisagés pour la suite ne pourraient être obtenus.
- Effet d'éviction de publics plus fragiles (bac pro)

- ✓ Le développement des stages à l'étranger, des années de césure, de l'alternance dans le supérieur, du travail en cours d'études, et la généralisation des stages concourent à brouiller la ligne de partage entre des formations professionnelles d'un côté et des formations à vocation générale ou propédeutique de l'autre...
- ✓ De sorte que désormais, c'est moins la formation en elle-même que l'ensemble du parcours de l'étudiant qui témoigne de professionnalisation.
- ✓ Ces formes d'individualisation des parcours rendent compte d'une part non négligeable des différences en termes d'insertion constatées après les études pour un même diplôme de sortie

Conclusion le conditions de la réussite

- Le choix éclairé de la formation supposant l'orientation et l'accompagnement
- Une pédagogie de la réussite (Philippe Parmentier) ; un enjeu de formation des enseignants
- Un parcours de formation qui admette les réorientations et des passerelles (accès au BTS en 3 ans, meilleur accès au DUT pour les bacs techniques...)
- Des diplômes lisibles, flexibles et valorisant les parcours
- Une professionnalisation qui évite l'ajustement étroit à l'emploi (haut niveau de compétences transversales) ; qui admette la grande diversité de formes ; qui passe par un engagement des acteurs professionnels (au niveau national et territorial)
- Des jalons pour une FTLV (actuellement les universités ne captent que moins de 5% des actions de formation continue)